

---

# “Israël, fait colonial?”, 30 ans après

---

Entretien avec

Maxime Rodinson

*Les Temps modernes* publie en 1967, à la veille de la guerre des Six jours, un numéro spécial sur le conflit israélo-palestinien qui fera date. Des Arabes et des Israéliens ainsi que quelques auteurs d'extraction juive s'y expriment et, en ouverture du numéro, Maxime Rodinson pose la question: “Israël, fait colonial?”<sup>1</sup>. A partir d'arguments historiques il répond positivement à cette question. Trente ans plus tard, après trois guerres et l'*Intifada* et alors que l'Etat hébreu fête son cinquantenaire, a-t-il conservé sa vision d'alors? Par ailleurs, ceux que l'on nomme les nouveaux historiens israéliens (Tom Segev, Benny Morris...) ont revisité l'histoire d'Israël depuis quelques années et sont arrivés à des conclusions qui vont plutôt dans son sens. Qu'en pense-t-il?

Maxime Rodinson: — Mon article n'a pas tellement vieilli, surtout si l'on en reste aux bases de l'analyse. En ce qui me concerne, je suis resté fidèle à ce que je disais alors et je crois que ce qui s'est passé depuis n'a pas démenti ce que je disais en 1967, malheureusement. Beaucoup de données essentielles — reprises maintenant et développées avec plus de détails par les “nouveaux historiens” — étaient déjà disponibles pour peu qu'on ait bien voulu chercher un peu à les mettre en relief. Je pourrais reprendre certaines phrases intégralement. Quand la situation a changé, cela s'est plutôt traduit par des reculs, notamment avec Nétanyahou. On est maintenant dans une problématique proche de celle

---

Eté 1998

de 1967, même si j'espérais que l'on en sortirait. On constate certes une prise de conscience de ces problèmes notamment avec ces "nouveaux historiens". Mais c'est un début de processus et je n'ai pas l'impression que cela s'accélère. Il existe en Israël des gens qui comprennent les choses comme je les comprends, mais ils sont extrêmement minoritaires. Dans le milieu intellectuel où ils sont un peu moins minoritaires, on voit quelques ouvertures mais je ne pense pas que ça morde sur l'opinion publique de masse.

*Régine Dhoquois-Cohen: Beaucoup pensent qu'Israël n'est pas un Etat comme les autres. Est-ce que vous souscrivez à cette formule? Comment peut-on, d'après vous, définir un Etat... comme les autres?*

Il est clair que ce n'est pas un Etat comme les autres, parce qu'il y a à la base un "mythe fondateur", comme a dit Roger Garaudy (le terme est d'ailleurs emprunté au livre d'Elise Maricustrass sur les mythes fondateurs des Etats-Unis). Les Israéliens se considèrent comme les héritiers légitimes de la vieille nation israélite établie depuis le temps de Moïse, pour le moins, 14, 15 siècles avant J.-C. S'ajoute ou se juxtapose à cela la version religieuse, c'est-à-dire: "Nous sommes sur cette terre parce que c'est la volonté de Dieu".

J'ai reçu un jour une lettre d'un médecin juif français très réputé, inventeur d'un test, le test Baruch. Il me disait: "Les juifs sont possesseurs légitimes de cette terre depuis toujours et les Arabes sont dans la situation de locataires sans titres" (sous-entendu: "On devrait pouvoir les expulser"). Cette vision du monde est étrange. C'est la vision ancienne, religieuse entre autres, que l'on peut retrouver dans le Talmud, par exemple. On imagine que le monde a commencé de la manière suivante: il y a eu une distribution des terres faite par Dieu et de toute éternité; la Tchécoslovaquie a été attribuée aux Tchèques et aux Slovaques, la France aux Français et Israël aux Israéliens. Cette approche est purement mythologique et théologique.

*— Yovel, philosophe israélien, spécialiste de Spinoza, met en garde contre une vision moralisatrice de l'Histoire, ce qu'il nomme une théodicée négative, qui sévit d'après lui aux Etats-Unis et en Israël entre autres, et qui consiste à ne plus voir dans l'Histoire que la lutte des peuples opprimés ou l'exploitation d'un peuple par un autre. Il estime que cette vision "politiquement correcte" est historiquement incorrecte parce qu'elle refuse de prendre en compte d'autres éléments, comme les rapports de force, le partage équitable de la violence dans tous les camps etc.<sup>2</sup> Qu'en pensez-vous?*

Il aurait raison si c'était ça... Mais cela ne l'est pas tout à fait. Effectivement une version qui place un peuple occupant un territoire en propriétaire légitime pour l'éternité en vertu de ses acres passés, de ses liens avec cette terre etc., c'est une version que je n'accepte pas non plus. Mais il y a un minimum si l'on veut établir les notions de droit à un

territoire; il faut quand même avoir un vague critère de base, sinon pourquoi les Allemands n'auraient-ils pas droit à la France par exemple? Il y a un minimum et ce minimum, c'est qu'un peuple qui occupe un territoire depuis des années ou des siècles, qui a eultivé les terres, qui a construit des maisons et des ateliers, est occupant légitime de ce territoire, au moins pour une longue période historique. C'est un critère plus habituellement reconnu, tacite. C'est cela que les juifs sionistes n'ont pas appliqué en Israël vis-à-vis des Arabes de la terre palestinienne. Les Arabes palestiniens me paraissent avoir des droits supérieurs aux autres. Ils sont sur un territoire qui vient de leurs ancêtres, lesquels ancêtres sont d'ailleurs en partie des juifs, des israélites anciens convertis à de nouvelles religions et assimilés au cours de presque deux millénaires. Ils n'ont pas mérité d'être chassés de leur terre. Les Allemands de la Pologne historique ont été chassés et on peut dire pour justifier cette éviction qu'ils sont en partie responsables des atrocités commises, mais on ne voit pas quelles atrocités on peut attribuer aux Palestiniens au cours des deux millénaires en question.

— En 1967, vous parliez d'impérialisme à propos de l'établissement de l'Etat d'Israël en Palestine. Israël est-il pour vous aujourd'hui un Etat impérialiste?

J'emploie le terme "impérialisme" mais en le démythifiant. Je ne suis pas révolutionnaire, moi, du moins pas au sens courant. Je l'emploie dans le sens habituel du terme, d'un Etat à tendance expansionniste. On peut prendre l'exemple de la Macédoine (à laquelle l'historien Jongnet, dépourvu d'a priori théorique, a consacré un livre qu'il a intitulé, sans complexe, *L'impérialisme macédonien et l'hellénisation de l'Asie*, petit pays qui s'est étendu jusqu'à l'Inde). Il ne s'agit pas de juger mais de constater des tendances expansionnistes.

— Dans votre article des Temps Modernes, vous citez Herzl déclarant: "Si sa Majesté le Sultan nous donnait la Palestine, nous pourrions nous faire forts de régler complètement les finances de la Turquie. Pour l'Europe, nous constituerions là-bas un morceau de rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. Nous demeurerions comme Etat neutre, en rapports constants avec toute l'Europe qui devrait garantir notre existence." C'est d'une troublante actualité...

Je n'incrimine pas forcément Herzl. C'étaient des concepts de l'époque. Il faut avoir une vision historique des choses. A l'époque il était entendu que les pays civilisés pouvaient s'emparer de territoires "non civilisés" pour apporter la paix, le bonheur et le progrès. Même chez Marx, il y a ça. Impérialisme, c'est un terme qui a été créé vers 1900 par Joseph Chamberlain, ministre britannique. Le terme n'avait pas à l'époque une connotation défavorable. De nombreux textes parlent d'impérialisme en termes neutres.

---

Eté 1998

— *A votre avis les différents gouvernements israéliens qui se sont succédé depuis 30 ans ont-ils présenté des différences dans leur politique ou voyez-vous une continuité, qui trouve sa logique dans les prises de position du Congrès sioniste de Bâle en 1897?*

Il y a des éléments de continuité et des éléments de différence. La continuité c'est que, malgré tout, aucun gouvernement n'a renoncé au principe de la légitimité absolue de l'installation d'Israël sur ces terres-là. Certains Israéliens isolés l'ont dit mais aucun gouvernement, ou aucun mouvement politique. Ils ont toujours considéré qu'ils étaient là par droit divin ou droit historique. C'est pour cette raison que j'ai toujours dit que le premier geste que l'on peut demander à un gouvernement israélien c'est qu'il reconnaisse le tort fait aux Palestiniens. Tant qu'ils ne le disent pas, on ne peut rien espérer. Quant aux Arabes, ils ont, eux, souvent admis le droit à l'existence d'Israël.

— *Dans la Charte palestinienne, l'article sur la destruction d'Israël dont la suppression a été votée par l'autorité législative palestinienne n'a toujours pas disparu. C'est un argument qui revient souvent dans le discours des Israéliens y compris à gauche, pour montrer qu'ils ne sont toujours pas légitimés, ou que leur présence n'est toujours pas reconnue par les Palestiniens.*

Les Palestiniens ont tort. Ils devraient faire un geste dans ce sens, mais on peut comprendre la réticence des vaincus dépouillés à reconnaître leur défaite et leur assujettissement. En 1967, je parlais à la fin de mon article de compromis; cela a souvent indigné, mais je crois que c'est la seule solution pacifique, relativement pacifique. Si c'est un compromis, ça veut dire que chacun de son côté cède quelque chose. Pour le moment, du côté palestinien, le minimum du compromis est la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Seulement, nous Européens, nous pouvons plaider sans crainte pour notre confort pour que les Arabes en général acceptent de se dessaisir de leurs droits anciens mais nous n'avons pas le droit de l'exiger. Ce n'est pas nous qui en souffrirons.

— *Il apparaît que l'enseignement de l'Histoire en Israël est limité à l'histoire d'Israël et à l'histoire de la Shoah.*

C'est la vision sioniste du monde. Pierre Vidal-Naquet m'a fait observer qu'une chanson célèbre là-bas depuis la guerre de 1967 s'appelle: *Jérusalem d'or*. La chanson dit: "Il n'y avait personne sur les routes... Tout allait mal". Personne sur les routes, ça voulait dire, "pas de juifs". De même, Geoula Cohen, très extrémiste, membre de la Knesset, avait écrit quand elle était jeune, un livre autobiographique qui s'appelait: *Souvenirs d'une jeune fille violente* (en écho à Simone de Beauvoir). Elle faisait partie des terroristes juifs, luttant contre le mandat britannique. Se retrouvant dans une prison hôpital, elle rencontre une

infirmière arabe avec qui elle sympathise. Elle raconte qu'elle lui a expliqué qu'elle luttait pour SON pays. Geoula Coheu, venue du Yémen à 1000 km de là, explique à une Palestinienne qu'elle lutte pour SON pays à elle, juive, sans même se poser la question du rapport de cette femme à ce même pays! Pratiquement ça veut dire l'expulsion ou la subordination des autres, des non-juifs. Je reviens toujours à mon argument simplet. A Bâle, en 1897, Herzl demandait la transformation de ce territoire en Etat juif. A l'époque, c'était un pays arabe sous suzeraineté ottomane. Comment transformer un pays arabe en pays juif? Il n'y a que deux solutions: ou l'expulsion des habitants arabes ou leur subordination. Ce n'est pas de la propagande, c'est de la logique. C'est ce qui est arrivé en fait d'ailleurs.

*— Maintenant qu'Israël est un fait accompli, qu'est-ce qu'on fait avec cette réalité-là? Les compromis dont vous parlez à la fin de votre article dans Les Temps Modernes ont commencé avec Rabin et Arafat et avec Oslo. Y a-t-il une sortie possible de ce drame?*

Il y a une sortie si les deux parties acceptent d'aller vers le compromis sinon il n'y en a pas. C'est la guerre éternelle. Et nous n'y pouvons rien ici.

*— Pensez-vous qu'Israël n'aurait pas existé en tant qu'Etat s'il n'y avait pas eu la Shoah? Dans votre article vous mentionnez qu'en 1943 il y avait déjà 31% de juifs dans la population totale. Est-ce que l'essentiel n'était pas déjà accompli?*

La Shoah a été un facteur énorme qui a encouragé la colonisation, qui a donné bonne conscience à ceux qui allaient là-bas. Il s'agit là d'un très gros facteur. Mais dire ce qui se serait passé si..., c'est de la politique fiction.

J'ai habité Beyrouth pendant sept ans avant 48 et j'allais en Palestine assez souvent. C'était clair: il y avait deux populations différentes que les Anglais parvenaient à maintenir à peu près à égalité, sous leur autorité suprême. Je me souviens d'une thèse soutenue à Beyrouth en 1948 sur la nature étatique de l'entité juive sous mandat britannique. Et en effet, il y avait déjà tous les organes, un gouvernement, etc. C'était un Etat dans l'Etat. Il y avait un ministère de l'Education, un ministère de ceci ou de cela...

*— En vous écoutant, je me demande si votre position, parfaitement logique sur le plan historique, ne conduit pas, pour le présent, à une impasse où toute lutte pour la paix paraît vouée à l'échec?*

Je ne cherche pas à proposer une attitude. Je suis sur le terrain de l'analyse, pas sur le terrain des prescriptions. Les gens peuvent militer soit d'un côté soit de l'autre, je n'ai rien contre, seulement je les observe et je suis sceptique sur les résultats. C'est une position d'historien ou de

---

Été 1998

sociologue. J'avoue que ce n'est pas une position de militant mais le militantisme, j'en vois les limites et les défauts depuis longtemps. Bien sûr, je suis pour le processus de paix, mais sans grandes illusions sur ses chances d'aboutir.

— *Vous avez signé une pétition rédigée à l'initiative d'un certain nombre de représentants des organisations juives laïques, parue dans Le Monde en novembre 1996, dont le titre était "Halte au processus de guerre israélo-arabe" et qui contenait la phrase suivante: "Nous appelons les juifs d'Europe à dire haut et fort leur solidarité avec ceux des Israéliens qui manifestent en masse leur rejet de la violence pour tout langage..." Vous n'avez pas pour habitude de signer en tant que juif. Qu'est-ce qui vous a décidé dans ce cas-là?*

J'ai pensé que le texte était bon et les signataires exhortaient les juifs sans forcément déclarer qu'ils se considéraient comme tels, et je l'ai signé. Mais je dois dire aussi que j'ai beaucoup de mal à comprendre ce que cela veut dire être juif laïque. Je suis laïque et je ne crois pas en Dieu, ce n'est pas la même chose et donc, je ne suis d'aucune religion, juive ou autre. Je ne suis même pas circoncis! Mes parents n'étaient pas religieux. Ma mère était encore un peu religieuse quand elle est arrivée à Paris en 1902, mais elle a vite perdu toute foi et n'avait que dégoût pour le ghetto et les rabbins connus dans son enfance. Alors, les juifs laïques, dans le sens le plus ordinaire du mot qui en a plusieurs s'ils sont laïques, en quoi sont-ils juifs? Qu'est-ce que ça veut dire quand on ne croit pas en Dieu? Ou peut dire que l'on est porteur d'une tradition, peut-être, et encore... Quand on n'est pas de religion juive, je ne vois pas comment on peut justifier valablement de son affiliation à un groupe juif autrement que par une ascendance composée d'ancêtres de religion juive. Mais presque toutes les lignées sont composites. Qui est sûr de l'affiliation de ses ancêtres? Moi, par exemple, mon père et ma mère étaient de religion juive et j'ai répondu affirmativement au questionnaire que je devais remplir en tant que fonctionnaire français au moment de Vichy. On se référait à une définition précise: "Trois grands-parents de race juive". Cela voulait dire de religion juive. Puis j'ai épousé une Française, nous avons trois enfants. L'aîné a épousé deux fois des non-juives; la deuxième, vit avec un juif de Sétif antisioniste; le troisième vit avec une non-juive. L'aîné m'a donné quatre petits-enfants. Ceux-ci peuvent décider de choisir parmi leurs ancêtres la lignée juive; pourquoi pas? mais ce serait un acte gratuit, qui n'implique pas une adhésion à une idéologie politique ou religieuse<sup>3</sup>.

— *Bassma Kodmani-Darwish parle, dans ce même numéro de Confluences, du retour parmi certains intellectuels palestiniens d'une vieille idée, celle d'un Etat bi-national, la solution de deux Etats semblant avoir échoué avec la mise en sommeil des Accords d'Oslo. C'est une idée qui était en germe dans le numéro des Temps modernes. En revanche, vous évoquez avec Gérard D. Khoury dans Entre Islam et*

Occident<sup>4</sup>, une conférence faite à Cuba en 1968, qui réunissait des intellectuels "de gauche", où vous avez contesté, pour le règlement du conflit israélo-palestinien, la thèse d'un Etat unitaire. Vous dites notamment: "La solution que prône l'OLP est de retrouver la Palestine mandataire désormais indépendante, avec coexistence des deux communautés: or divers événements récents me font penser que cette voie n'est pas possible. Je vois partout des groupes ethniques se séparer; taut indique que l'on ne peut pas revenir si facilement à une société pacifiquement pluri-communautaire... La solution de tolérance religieuse préconisée par Yasser Arafat par le biais de la laïcité est peut-être bonne pour un pays comme la France, sans problème ethnique, mais elle n'est pas possible en Palestine. Il faudrait donc au moins provisoirement établir deux structures politiques; cela pourrait les habituer à coexister et plus tard, un jour peut-être, arrivera-t-on à la solution d'une seule structure." Ce jour est-il arrivé?

Je ne crois toujours pas à l'Etat bi-national mais enfin je fais des vœux pour que cela marche. On ne peut pas prévoir l'avenir. C'est en effet la solution que je préférerais mais ce que j'ai dit à Cuba me paraît toujours valable, c'est-à-dire que les Etats bi-nationaux, ça ne marche pas dans la période actuelle. On a des exemples: l'Inde et le Pakistan, Chypre. Mais je suis tout à fait prêt à réenfourcher mes premières préférences s'il y a la moindre chance pour que cela puisse marcher. Avant la création de l'Etat, c'était la thèse des communistes dont j'étais à l'époque.

— *Toujours dans cet article, vous dites: "Je persiste à penser que le fait d'être juif ne contraint pas à employer deux poids et deux mesures, ou alors il faut être franc et déclarer qu'en tout état de cause, un groupe donné d'hommes a toujours raison, à savoir celui auquel on appartient, ici suivant les critères antisémites et sionistes, le groupe des juifs. Une telle conviction de l'impeccabilité de son groupe "ethnique" est un phénomène fréquent dans l'histoire des groupes humains. On appelle cela le racisme." Pensez-vous que l'Etat d'Israël puisse être qualifié de raciste?*

Je n'aime pas ce terme parce que d'abord je ne sais pas ce qu'il veut dire, comme beaucoup de vocables utilisés dans les polémiques politiques. C'est un terme qui n'est pas très définissable, sauf de manière très floue. Tout le monde est raciste autour de nous. Dans la phrase que vous citez, je vise l'une des formes de ce que l'on peut appeler le racisme. Je ne suis pas pour les définitions définitives et absolues. Il y a des caractéristiques que l'on peut appeler plus ou moins du racisme mais, en réalité, il y a toute une gamme d'attitudes au sein desquelles nous faisons des différenciations. Il n'existe nulle part d'autorité sur cette terre ou dans le ciel pour décider de qui est raciste et de qui ne l'est pas.

— *Comment voyez-vous l'avenir à l'aube de ce cinquantenaire? Est-ce que l'Intifada n'a pas été une étape décisive dans la prise de conscience*

---

Eté 1998

*par les Israéliens du fait que tout ne passait pas par des tractations internationales à un niveau élevé, mais qu'il existait bel et bien un peuple palestinien avec lequel il allait falloir compter? Enfin, à quel niveau situez-vous les compensations qui permettraient de faire un pas décisif vers la paix?*

Sur ce dernier point, ce n'est pas à moi de le dire, c'est aux Palestiniens. Ils changent avec l'évolution de la situation. Ils ont beaucoup évolué depuis 30 ou 40 ans. Il en faudrait plus maintenant pour satisfaire leurs revendications qu'il n'en fallait il y a trente ans. Cela peut changer encore. Pour l'*Intifada*, il est certain que cela a joué un rôle important. Seuls les historiens pourront essayer de le définir plus tard.

*Propos recueillis par  
Régine Dhoquois-Cohen*

---

<sup>1</sup>Maxime Rodinson, "Israël. fait colonial?", *Les Temps Modernes* 1967, in *Peuple juif ou problème juif?*, op. cit.

<sup>2</sup> Voir l'entretien avec Yirmiyahu Yovel page...

<sup>3</sup> L'essentiel des articles et interventions de Maxime Rodinson sur ces questions se trouve dans l'ouvrage *Peuple juif ou problème juif?* Editions La Découverte-Syros (Poche), Paris 1997.

<sup>4</sup> Maxime Rodinson, *Entre Islam et Occident*, entretiens avec Gérard D. Khoury. Editions des Belles Lettres, Paris 1998.